Ukraine, Jean-Pierre Lledo : est-il encore possible de penser ? – Partie2

écrit par Edmond le Tigre | 8 avril 2022

Nous avons publié hier la première partie de cette analyse plus qu'exceptionnelle.

https://resistancerepublicaine.com/2022/04/08/ukraine-jean-pierre-lledo-est-il-encore-possible-de-penser-partie-1/

Voici la deuxième partie (il y en a 4).

Plus d'un mois après le début de l'offensive russe en Ukraine, Jean-Pierre Lledo propose de remettre la guerre en perspective dans cette suite de textes en quatre parties, à retrouver chaque jour sur le site de la *Revue Politique et Parlementaire*. Consultez ici la première partie.

L’exportation de la ‘’démocratie’’ en Ukraine

A partir de 2004, l’Ukraine va être le théâtre d’affrontements de plus en plus violents entre la Russie et les USA, mais qui apparaissent, vu de l’extérieur, comme des conflits intérieurs entre pro-occidentaux et pro-russes, entre ukrainophones et russophones, voire comme des conflits locaux entre deux pays voisins, voire même comme une guerre civile entre frères orthodoxes (les chrétiens y sont très minoritaires, essentiellement dans la Galicie à l’extrême ouest) titillés par le désir nationaliste de s’affirmer (à la demande du Président Porochenko et de la Rada, une partie des ukro-orthodoxes se sépare du Patriarcat russe en 2018, et obtient du Patriarcat œcuménique de Constantinople, en 2019, la reconnaissance de l’auto-céphalie. Ce qui provoque un schisme entre les deux Patriarcats.

De 1991 (séparation avec la Russie) à **2004**, l’Ukraine a eu deux présidents plutôt russophiles (Kravtchouk et Koutchma). En novembre 2004, également russophile, Viktor Ianoukovytch est élu président. Des manifestations ‘’populaires et spontanées’’, appelées ‘’Révolution orange’’, remettent en cause le verdict des urnes, et le 26 décembre 2004 le pro-américain Viktor Iouchtchenko est élu. Contrairement aux habitudes passées, les USA s’investissent massivement et ouvertement[1]. Des dirigeants américains se rendent sur place (Kissinger et Mc Cain). Et on ne lésine pas sur l’argent : 5 milliards de dollars depuis 1991 par l’intermédiaire d’ONG, selon la diplomate américaine Victoria Nuland, représentante du Bureau des Affaires Européennes et Eurasiennes à Washington, très impliquée, on le verra encore, dans les affaires ukrainiennes.

Mais 5 ans après, le 7 Février 2010, le peuple ukrainien

sanctionne le bilan très négatif de Iouchtchenko, incapable de juguler la corruption des oligarques et qui n'obtient que 5% des voix. Le russophile Viktor Ianoukovytch est réélu avec 48,95 % des voix. Il devient le 4ème président de l'Ukraine, cette fois sans contestation. L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) juge le scrutin « *transparent et honnête* ». La machine américaine de la déstabilisation fait alors feu de tout bois et 4 ans plus tard, elle aboutit à la ''Révolution de Maidan'', qui chasse Ianoukovytch, obligé de fuir.

> *Par sa méthode, cette ''révolution'' est un remake de la ''Révolution orange''.*

Sauf que cette fois, la violence des milices armées néo-nazies se substitue au folklore bon enfant des étudiants jouant à la révolution. Une centaine de morts à Kiev, en 4 jours de Février 2014.
Sauf que cette fois, même des éminences telles John Brennan, le directeur de la CIA, ou même le vice-président d'Obama, Joseph Biden, se ruent au portillon. C'est la Secrétaire d'État adjointe aux affaires européennes et eurasiennes, Victoria Nuland herself, qui, sur place, est directement au poste de pilotage.

Accompagné de son Excellence l'ambassadeur Geoffrey R. Pyatt, elle apporte son soutien aux ''révolutionnaires''. Toujours aussi bien accompagnée, elle distribue des petits pains. Et mieux encore… elle compose le nouveau gouvernement.

Nous savons tout cela grâce à l'interception d'une communication téléphonique, où on l'entend choisir le Premier ministre (Arseny Yatsenyuk) appelé par son diminutif ''*Yats*'', et où l'Europe, trop scrupuleuse à son goût, en prend pour son

grade : *''Fuck the UE!''*[2].

Notre objet étant l'observation de la lutte que se mènent les USA et la Russie sur le théâtre ukrainien, nous ne décrirons pas les différentes péripéties de l'EuroMaidan.

Premières conclusions

Ce qui s'est passé en Ukraine durant cette décennie 2004 – 2014 est l'illustration quasi-parfaite de ce que la Géopolitique prime le Droit.
Les USA qui sont pourtant un pays démocratique, malgré la longue liste d'objections qui pourraient venir à l'esprit, à commencer par le fait que l'on peut y voter sans être obligé de montrer sa carte d'identité, **n'ont pas hésité, à deux reprises, à provoquer la chute du président élu russophone, Ianoukovytch.**

La volonté américaine d'arracher l'Ukraine à la sphère d'influence russe se concrétise aussi sur le terrain économique. Alors que la Russie avait annoncé son intention de baisser le prix de son gaz et d'offrir au gouvernement ukrainien un prêt de quinze milliards de dollars, ainsi que la levée des barrières douanières avec l'Ukraine, c'est le refus, par le gouvernement, de l'accord moins avantageux proposé par l'Union européenne qui va précipiter le processus insurrectionnel, appelé ''putsch'' par un ancien de la CIA, Ray McGovern[3].

Des voix s'élèvent en Europe pour enclencher un nouveau cycle vertueux visant à relégitimer le pouvoir ukrainien. L'économiste Jacques Sapir propose à cette fin une assemblée constituante : « *Si une élection présidentielle est maintenue, le scénario le plus probable est que les insurgés des régions de l'Est de l'Ukraine vont refuser que cette élection se*

tienne et vont organiser, comme ils en ont manifesté l'intention, des référendums sur l'indépendance… La scission de l'Ukraine a très peu de chances de se produire pacifiquement. Il y aura une guerre civile au cœur de l'Europe, avec toutes les horreurs qu'une telle guerre entraîne, et dans les responsables de cette guerre il faudra compter tous les dirigeants qui, par aveuglement ou par calcul, ont soutenu le gouvernement de Kiev (post-Maidan, illégitime. JPL). »[4].

> *Ces voix ne seront pas entendues. La géopolitique prime aussi la sagesse.*

Au coup de force politique s'ajoute un autre coup de force, culturel cette fois, mais symboliquement aussi grave. La loi sur les langues régionales est abrogée le **23 février 2014**. La langue russe se voit donc retirer le statut de langue officielle dans 13 des 27 régions (essentiellement au sud et à l'est de l'Ukraine). Les protestations de russophones sont réprimées. Le **2 mai 2014** à **Odessa**, 42 d'entre eux périssent brûlés vifs par des groupes nazis dans la Maison des Syndicats[5]. Et dans les deux régions russophones de l'Est, Donesk et Lougansk, la colère gronde faisant vite grossir le courant autonomiste.

A partir de ce moment, le bras de fer entre les deux Grands va se déplacer vers le terrain de la guerre, avec pour conséquence inévitable la spirale de l'escalade pouvant dans le cas présent déboucher aussi sur sa mondialisation, ce qui est déjà le cas de la guerre économique et médiatique.

Le 28 février 2014, la Russie annexe la Crimée, où se trouve la base navale stratégique de Sébastopol que la Russie louait jusque-là à l'Ukraine. Sans effusion de sang, l'annexion est légalisée un mois plus tard par un référendum sans surprise : la Crimée est quasi-totalement russophone. Elle avait été incluse en 1954 dans l'Ukraine soviétique par Nikita

Khrouchtchev, chef de l'URSS (Union des Républiques Socialistes, soviétiques), évidemment sans demander l'avis de la population. Le **11 mars 2014**, le parlement de Crimée déclare l'indépendance de ''la République de Crimée''. Ottomane avant de devenir russe par la conquête de Catherine II, elle n'avait jamais été ukrainienne. La jurisprudence Kosovo (région albanophone détachée de la Serbie, par la force de l'OTAN) délégitime le refus occidental de reconnaître cet état de fait.

La guerre, la vraie cette fois, se poursuit en avril 2014 dans les deux régions russophones du Donetsk et de Lougansk, qui en mai voteront aussi pour leur autonomie. Les autorités de Kiev lancent une « opération antiterroriste » pour y déloger les ''rebelles''. Après plusieurs défaites humiliantes (milliers de prisonniers et capture de nombreux chars), les troupes gouvernementales sont remplacées par des bataillons, dont le fameux **Azov**, revendiquant vestimentairement leur affiliation idéologique au nazisme.

Huit années d'une guerre de position appuyée par l'artillerie durant laquelle périssent 10 000 combattants des deux côtés, et 4000 civils parmi une population russophone, expressément ciblée, qui s'installe durablement dans des caves-abris. Le silence assourdissant des grands médias rend aphone l'opinion publique mondiale.

> *L'appel d'Amnesty International dénonçant le blocage de convois d'aide humanitaire par les bataillons Aidar, Donbass et Dnipro-1 est inaudible. Le film **''Donbass''** de la journaliste française Anne-Laure Bonnel est refusé par toutes les chaînes françaises[6].*

Ce film commence par le fameux discours d'Odessa de

l'industriel du chocolat Porochenko, devenu président suite au coup de force contre le président Ianoukovytch. D'une extrême violence, il donne idée des divers aspects de cette guerre, territoriale et culturelle. S'adressant à ses supporters, on l'entend menacer les partisans de la sécession sur un ton on ne peut plus vindicatif : *« Nous aurons du travail et pas eux ! Nous aurons des retraites et eux non ! Nous aurons des avantages pour les enfants et les retraités, eux non ! Nos enfants iront à l'école et dans les garderies ! Leurs enfants iront dans les caves ! Parce qu'ils ne savent rien faire ! Et c'est comme ça, précisément comme ça, que nous gagnerons cette guerre….''*.

Deux Accords de cessez-le-feu sont signés sous l'égide de l'OSCE : Minsk 1 (septembre 2014) et Minsk 2 (février 2015).

Après la signature du **Protocole de Minsk 1**, les combattants du bataillon **Aidar** annoncent leur volonté de poursuivre le combat, et *« le président ukrainien Porochenko lance une vaste « opération ''antiterroriste'' contre le Donbass. »*, selon un cadre de l'OTAN, responsable de la lutte contre la prolifération des armes légères, chargé de vérifier s'il y a eu des livraisons d'armes russes aux rebelles[7].

Les Accords de Minsk 2 stipulent notamment que les deux républiques du Donbass disposeront d'une autonomie importante *dans le cadre* de l'Ukraine, et que le russe deviendra leur langue officielle. Aboutissement de négociations avec le quatuor (appelé aussi ''format Normandie'') Allemagne, France, Russie et Ukraine, ces Accords suscitent un immense espoir dans l'ensemble du peuple russophone et ukrainophone et auraient pu mettre fin à la guerre et à son escalade.

Sauf que… comme le dit crûment l'expert à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et ex-ambassadeur de France à Moscou, Jean de Gliniasty, le principal problème c'est que *« ce format est paralysé depuis*

huit ans parce que les Ukrainiens n'en veulent pas. »[8].

Ce que confirme l'ex-ambassadeur américain Jack Matlock : *« Le gouvernement ukrainien a clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention de mettre en œuvre l'accord conclu en 2015 pour la réunification des provinces du Donbass au sein de l'Ukraine avec un large degré d'autonomie locale – un accord garanti par la Russie, la France et l'Allemagne, que les États-Unis ont approuvé »*[9].

> *Approuvé ? Hypocritement alors, car pour moi les véritables fossoyeurs de ces Accords de Minsk sont bien les USA, qui manifestement ne veulent pas d'une Europe qui prendrait trop d'initiatives.*

''Fuck the UE!'' s'était exclamée en 2014 la Secrétaire d'État adjointe aux affaires européennes et eurasiennes, Victoria Nuland. Et l'ex-ambassadeur français Maurice Gourdault-Montagne raconte comment quelques années plus tôt, la secrétaire d'Etat Condoleza Rice le rabroua, quand il lui présenta un plan approuvé par Jacques Chirac, garantissant une protection croisée de l'Ukraine par la Russie et l'OTAN[10].

Et pour ce qui est des Accords de Minsk, la soumission de la France et de l'Allemagne au diktat américain (exprimé indirectement par les dirigeants ukrainiens) alors qu'ils étaient les garants du gouvernement ukrainien (comme la Russie l'était pour les ''rebelles'' russophones) leur font d'ores et déjà endosser une très grave responsabilité historique dans la nouvelle phase géopolitique de ce conflit qui a démarré le 24 Février dernier.

Jean-Pierre Lledo

Partie 3 à paraître le 10/04

1. Les dessous de la Révolution orange. Dominique Lagarde, l'Express, le 13/06/2005. https://www.lexpress.fr/informations/les-dessous-de-la-revolution-orange_666653.html. ↩
2. https://www.voltairenet.org/article182063.html. ↩
3. https://www.youtube.com/watch?v=ppD_bhWODDc. ↩
4. https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2014/05/08/31002-20140508ARTFIG00024-ukraine-les-ravages-de-l-atlantisme-et-de-l-europeisme.php. ↩
5. Film sur l'Ukraine post-Maïdan de Paul Moreira ''Ukraine – Les masques de la Révolution'' (Fev 2016) https://fb.watch/bzRTFgylRd/ et interview de ce journaliste de guerre. https://www.facebook.com/DJeayPhi/videos/950350648857983/. ↩
6. https://www.youtube.com/watch?v=6Oh-IE2zmJc. ↩
7. Jacques Baud : https://www.investigaction.net/fr/la-situation-militaire-en-ukraine/. ↩
8. https://information.tv5monde.com/info/ukraine-les-accords-de-minsk-la-seule-issue-diplomatique-la-guerre-443895?xtor=SEC-7-GOO-%5bINFO_SE%5d-%5b119843614474%5d-S-%5b%5d&gclid=Cj0KCQjw3IqSBhCoARIsAMBkTb3gGlNVTRqM-pWnbqsIfyoiW_1RLEqbTFLeHyDet4Lt_XYtASVQNowaAs5qEALw_wcB. ↩
9. http://www.politique-actu.com/actualite/ukraine-russie-crise-ukrainienne-jack-matlock-ambassadeur-etats-unis-urss-1987-1991/1817254/. ↩
10. https://www.youtube.com/watch?v=ch8GD7DzEpU. ↩